

PREFET DE LA SEINE-MARITIME

Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement de Haute-
Normandie

Service Risques

Rouen, le 17 JAN. 2013

LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL

CHARGÉ DE L'ADMINISTRATION DE L'ÉTAT

DANS LE DÉPARTEMENT,

**SCIERIE GUIDEZ
à SAINT MARTIN
DEBOSCHERVILLE**

MISE EN DEMEURE

- ARRETE -

VU :

Le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, et notamment ses articles 43, 44 et 45,

Le décret du Président de la République en date du 29 juillet 2011 nommant M. Thierry HEGAY, administrateur civil détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire-général de la préfecture de Seine-maritime,

Le Code de l'Environnement et notamment son Livre V section 2,

La nomenclature des installations classées,

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 juillet 2007,

L'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

Le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 décembre 2012.

CONSIDERANT :

Que l'article L-514.1 du code de l'environnement dispose que «lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met ce dernier en demeure de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé»,

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n°78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la DREAL.

Que lors d'une visite d'inspection du 20 novembre 2012, l'inspecteur des installations classées a constaté que la société SCIERIE GUIDEZ ne satisfait pas certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 juillet 2007 (absence de dispositif de disconnexion avec le réseau des eaux potables, absence de protection contre la foudre, absence des poteaux incendie et robinets d'incendie armés et absence de rétentions et de zone de dépotage au niveau de l'aire de distribution du carburant).

Que ces manquements constituent des infractions à la législation sur les installations classées ;

Qu'il convient que la société SCIERIE GUIDEZ satisfasse à ses obligations ;

Qu'il y a lieu de faire application des articles L-514.1 du code de l'environnement,

ARRETE

Article 1 :

L'exploitant de la société SCIERIE GUIDEZ, dont le siège social est situé au 175, route de Quevillon 76 840 – SAINT MARTIN DE BOSCHERVILLE, est mise en demeure de mettre en conformité ses installations avec les prescriptions ci-dessous de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 juillet 2007 à compter de la notification du présent arrêté sur les aspects suivants :

1. Article 4.1.2 : Protection des réseaux potables et des milieux de prélèvement

Un dispositif de disconnexion avec les réseaux d'adduction d'eau publique doit être installé **dans un délai inférieur à 3 mois** ;

2. Article 7.3.6 : Protection contre la foudre

L'exploitant doit :

- fournir un bon de commande signé pour la réalisation de l'analyse du risque foudre, **sous un délai inférieur à 8 jours** ;
- faire une analyse du risque foudre (ARF) **sous un délai d'un mois** ;
- réaliser une étude technique **sous un délai inférieur à 3 mois** ;
- justifier de l'installation des protections requises par l'ARF **sous un délai inférieur 6 mois**.

3. Article 7.6.3 : Rétentions et zone de dépotage

L'exploitant doit :

- mettre tous les stockages de produits liquides sur rétention **sous un délai inférieur à 3 mois** ;
- aménager une aire de dépotage étanche autour des 2 cuves de distribution de carburants **sous un délai inférieur à 6 mois**.

4. Article 7.7.3 : Ressources en eau

L'exploitant doit doter son site :

- de 2 poteaux incendie conformément aux dispositions du présent article **dans un délai inférieur à 6 mois** ;
- de robinets d'incendie armés **dans un délai inférieur à 3 mois**.

Article 2 :

Faute par la société SCIERIE GUIDEZ susvisée de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'environnement.

Article 3 :

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de ROUEN. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et d'un an pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

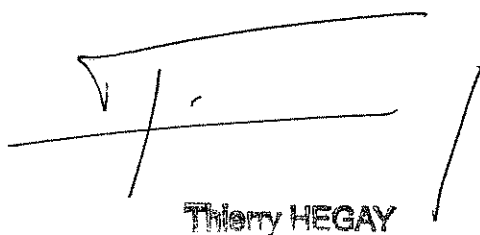
Article 4 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de Seine-Maritime, le maire de SAINT MARTIN DE BOSCHERVILLE (76 840), le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, de l'emploi et du travail, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous les agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de ROUEN.

Le Secrétaire-général
Chargé de l'administration de l'Etat
dans le département,



Thierry HEGAY